

ANNEXE 2 bis

Dossier de justification des éléments inscrits dans l'ANNEXE 2 de la déclaration

Ce document n'est pas à communiquer à l'ARCEP, mais doit être mis à la disposition du contrôleur externe désigné par l'Autorité dans le cadre de l'audit de la déclaration.

Il s'agit d'une **note explicative** décrivant la procédure d'établissement de la déclaration (acteurs, données utilisées, description des calculs et des traitements) et justifiant les données chiffrées fournies en annexe 2.

Les opérateurs qui ont choisi de se baser pour leur déclaration de chiffre d'affaires sur leur chiffre d'affaires IFRS doivent, préalablement à la déclaration, identifier les écritures de passage au chiffre d'affaires certifié en normes françaises.

1 Justification des éléments de l'annexe 2

1.1 Première étape : chiffre d'affaires comptabilisé au compte de résultat de l'exercice concerné

Le montant retenu dans cette étape est le chiffre d'affaires total certifié par le commissaire aux comptes. Le rapport général des Commissaires aux comptes ou à défaut la liasse fiscale déposée doit être transmis au contrôleur externe dans sa globalité notamment pour s'assurer que le rapport ne comporte pas d'observation sur le chiffre d'affaires.

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- | |
|---|
| - Rapport général des Commissaires aux comptes ou à défaut la liasse fiscale. |
|---|

1.2 Seconde étape : ventilation analytique de ce chiffre d'affaires selon les services concernés

L'objectif de cette ventilation est d'isoler les différents types d'activités exercées par la société.

La justification de ces éléments devra être assurée :

- soit par des données de comptabilité générale (ayant déjà fait l'objet d'un audit par le commissaire aux comptes) ;
- soit par des données analytiques ayant fait l'objet de communications auprès des actionnaires ou de la direction.

L'utilisation de requêtes spécifiques pour établir cette ventilation devra faire l'objet d'une description détaillée (ordinogramme des bases de données et du traitement), pour revue de la part du contrôleur externe (examen de la rédaction « informatique » de la requête, tests sur factures notamment).

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- Rapport de gestion ;
- Balance générale des comptes 7 ;
- Reporting de consolidation ;
- Reporting de gestion (chiffres d'affaires uniquement) communiqué lors de conseil d'administration ou de surveillance ;
- Extraction analytique des ventilations retenues (sous format Excel pour les plus volumineuses).

1.3 Troisième étape : retraitement du chiffre d'affaires pertinent étalé en compte de résultat sur plusieurs exercices

Le chiffre d'affaires facturé au cours d'un exercice donné et étalé sur plusieurs exercices dans la comptabilité de l'opérateur doit être retraité uniquement s'il s'agit d'un chiffre d'affaires relatif à une prestation ponctuelle (du type mise en service, installation de matériel, intervention sur site...) facturée au moment de la prestation mais étalée sur une durée recouvrant plusieurs exercices (par exemple liée à la durée du contrat ou à la période d'amortissement d'un équipement).

Sur ce type de prestations, l'étalement doit être annulé dans le montant déclaré et la totalité du chiffre d'affaires facturé doit être déclaré au titre de l'exercice de facturation.

Une analyse des comptes de produits constatés d'avance doit être réalisée pour connaître la nature des éléments étalés.

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- Extrait des comptes de produits constatés d'avance « Compte 487 ».

1.4 Quatrième étape : déduction du chiffre d'affaires des services non pertinents

La notice de déclaration met en évidence un certain nombre de services non pertinents. Ceux-ci sont ventilés en 7 catégories :

- Chiffre d'affaires des services de « roaming in » rendus en France au profit des abonnés de réseaux étrangers ;
- Recettes des autres services liés à l'accès à Internet (publicité, commerce électronique, services en ligne payants hors accès à Internet, hébergement de sites hors accès à Internet) ;
- Recettes des services d'acheminement spécial : (chiffre d'affaires des frais d'accès et des abonnements et chiffre d'affaires des communications, sous forme forfaitaire ou sous toute autre forme commerciale) ;
- Recettes accessoires (annuaires papier, publicité, cession de fichiers) ;
- Recettes des ventes, locations et maintenance de terminaux ou d'équipements de communications électroniques : chiffre d'affaires des ventes, de la location et de la maintenance des terminaux ;

- Recettes des autres services liés aux services de communications électroniques (services d'hébergement ou de mise à la disposition d'équipements, gestion de centres d'appels ou de services kiosque) ;
- Recettes d'autres services en justifiant leur caractère non pertinent.

Les sources d'informations sont multiples pour valider les différents retraitements. Les justifications fournies par les opérateurs devront s'appuyer sur les mêmes éléments que pour la seconde étape. L'utilisation de requêtes spécifiques à la déclaration devra faire l'objet d'une description détaillée (ordinogramme des bases de données et du traitement), pour revue de la part du contrôleur externe (examen de la rédaction « informatique » de la requête, tests sur factures notamment).

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de gestion ; - Balance générale des comptes 7 (comportant tous les sous comptes) ; - Reporting de consolidation ; - Reporting de gestion (chiffres d'affaires uniquement) communiqué lors de conseil d'administration ou de surveillance ; - Extraction analytique des ventilations retenues (sous format Excel pour les plus volumineuses). |
|--|

1.5 Cinquième étape : déduction du chiffre d'affaires pertinent réalisé au titre des prestations d'interconnexion ou d'accès.

La notice de déclaration précise que le chiffre d'affaires relevant de prestations d'interconnexions ou d'accès avec d'autres opérateurs doit être retraité.

L'opérateur doit donc être en mesure de fournir une ventilation du chiffre d'affaires par client.

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Ventilation du chiffre d'affaires (cadrant avec le rapport général) par client ; - Ventilation du chiffre d'affaires par client en distinguant les prestations d'interconnexion et d'accès des autres prestations ; - Ventilation du chiffre d'affaires des prestations d'interconnexion et d'accès entre les opérateurs listés en annexe 6 et les opérateurs non listés en annexe 6. |
|---|

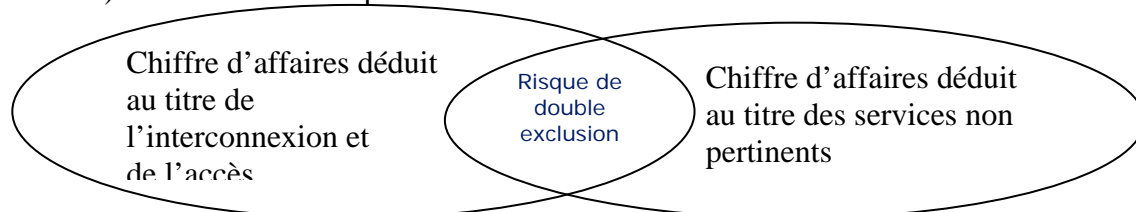
Les extractions utilisées conduiront les contrôleurs externes à valider les extraits à partir de tests sur factures. Les extraits devront être transmis sous format Excel pour les éléments les plus volumineux.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - D'autre part, des conventions de prestations d'interconnexion ou d'accès pourront être demandées afin de valider la correcte classification des types de prestations. |
|---|

Comme l'explique la notice en 2.2.3, la double logique d'exclusion du chiffre d'affaires non pertinent conduit à un risque de double déduction invalide. A ce titre, le contrôleur externe sera amené à vérifier la complémentarité et l'absence de double compte entre les déductions suivantes :

- Chiffre d'affaires déduit au titre de l'interconnexion et de l'accès ;
- Chiffre d'affaires déduit au titre des services non pertinents (« roaming in », par exemple).

Dans la mesure où, dans la majorité des cas, les opérateurs concernés ont procédé par requêtes dans leurs bases de gestion, l'un des enjeux pour les opérateurs dans l'établissement de leur déclaration consiste à s'assurer que les deux types de requêtes (CA exclu au titre de convention d'interconnexion et d'accès avec d'autres opérateurs et CA exclu au titre des services non pertinents) ne se chevauchent pas :



- L'opérateur devra donc être en mesure de produire, au besoin client par client, un tableau divisant le chiffre d'affaires en quatre parties suivant le schéma suivant :

	Contributeur 1	Contributeur 2	Contributeur 3	...	TOTAL
Services pertinents - Services en téléphonie fixe - Services mobiles - Services Internet - Services avancés (téléphonie fixe et mobile) - Services de liaisons louées, de capacité et de transport de données - Services de renseignements - Autres revenus d'interconnexion [précisez les services]					
Services non pertinents - Roaming in - Autres services liés à la fourniture d'accès à Internet - Services d'acheminement spécial - Recettes accessoires - Ventes et locations de terminaux - Autres services liés aux communications électroniques - Autres services [précisez les services et pourquoi ils sont non pertinents]					
TOTAL					

1.6 Sixième étape : déduction de la part non pertinente du chiffre d'affaires des offres groupées

La notice de déclaration précise que le chiffre d'affaires relevant de la part non pertinente des offres groupées doit être retraité.

L'opérateur doit donc être en mesure de fournir une ventilation du chiffre d'affaires par activités (téléphone, Internet, télévision...) réalisé dans le cas des offres groupées.

Synthèse des éléments demandés dans la validation de cette étape :

- Rapport de gestion,
- Balance générale des comptes 7 (comportant le sous groupe concernant les offres groupées),
- Extraction analytique des ventilations retenues (sous format Excel pour les plus volumineux).

Les extractions utilisées conduiront les contrôleurs externes à valider les extraits à partir de tests sur factures. Les extraits devront être transmis sous format Excel pour les éléments les plus volumineux.

1.7 Septième étape : Traitement des cas particuliers

Cette étape ne peut faire l'objet d'une demande commune à toutes les sociétés. Elle nécessite un traitement au cas par cas.

2 Procédure de déclaration

2.1 Rapport du président sur le contrôle interne

Le rapport du président sur le contrôle interne, lorsque la structure juridique est une SA cotée, doit être transmis au contrôleur externe afin de fournir un descriptif du niveau de contrôle mis en place par la société. A compter du 26 juillet 2005, date de parution de la loi n° 2005-842 pour la confiance et la modernisation de l'économie, l'élaboration du rapport sur le contrôle interne dans les filiales de SA cotées n'est plus une obligation et repose sur la base du volontariat.

Une attention particulière sera portée sur la partie relative à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et notamment :

- Le rôle des directions financières du groupe (lien hiérarchique, responsabilité...),
- L'élaboration du reporting comptable et de gestion, et en particulier les éléments spécifiquement mis en place sur le chiffre d'affaires (logiciel utilisé, déversement, type de contrôles de cohérence réalisé),
- La présentation des systèmes d'informations,
- La présentation des systèmes de facturations.

Synthèse des éléments demandés :

- | |
|---|
| - Rapport du président sur le contrôle interne. |
|---|

2.2 Systèmes d'informations

Un descriptif des systèmes d'informations doit être rédigé à l'attention du contrôleur externe. Ce descriptif mentionnera :

- Le nom des différentes applications présentes ;
- Leur fonctionnalité ;
- Les outils de requête ;
- Les contrôles et tests réalisés sur les systèmes (soit par le personnel du service informatique, soit par les utilisateurs du système, soit par un groupe de contrôle distinct).

Le contrôleur externe devra être en mesure d'apprécier les différents types de contrôle mis en place. Les contrôles pourront prendre les formes suivantes :

- Des contrôles manuels exercés par l'utilisateur ;

- Des procédures de contrôle programmées (utilisation de procédures de contrôle intégrées au programme).

L'objectif des contrôles est d'obtenir un degré raisonnable de certitude que les résultats de sortie du système sont complets et exacts.

De manière plus détaillée, les contrôles d'applications informatisées comprennent :

- Des contrôles portant sur les données d'entrée, destinés à apporter un degré raisonnable de certitude que :
 - Les opérations sont régulièrement autorisées avant d'être traitées par l'ordinateur ;
 - Les opérations sont correctement codifiées en langage machine et dûment enregistrées dans les fichiers ;
 - Les opérations ne font pas l'objet d'une perte, d'une adjonction, d'une duplication ou d'une modification irrégulière ;
 - Les opérations incorrectes sont rejetées, corrigées et, le cas échéant, recyclées en temps opportun.
- Des contrôles portant sur le traitement et les fichiers, destinés à apporter un degré raisonnable de certitude que :
 - Les opérations, y compris les opérations créées par le système, sont correctement traitées par l'ordinateur ;
 - Les opérations ne font pas l'objet d'une perte, d'une adjonction, d'une duplication ou bien d'une modification irrégulière ;
 - Les erreurs de traitement sont identifiées et corrigées.
- Des contrôles sur les résultats de sortie, destinés à apporter un degré raisonnable de certitude que les résultats du traitement sont exacts.

Synthèse des éléments demandés :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Description détaillée des systèmes d'informations ; - Description détaillée des points de contrôle. |
|--|

2.3 Systèmes de formalisation des processus et des contrôles internes associés

Un descriptif des processus (« process ») et contrôles internes associés doit être rédigé à l'attention du contrôleur externe. Ce descriptif mentionnera :

- Les différents types de processus ;
- Le niveau d'importance de chaque processus (comptes significatifs) ;
- Les différents types de risques associés à chaque processus ;
- Les procédures de contrôles mises en place.

Les différents intervenants sur chaque processus devront être définis :

- Responsable du processus (« process owner ») ;
- Responsable du contrôle de ce processus (« control owner ») ;
- Contrôleur du processus (« control tester »).

Synthèse des éléments demandés :

- Description des processus et contrôles internes associés (voir l'exemple de fiche descriptive ci-dessous)

2.4 Exemple de description des processus.

Exemple de fiche descriptive			
Description de l'objectif visé : <i>"identifier le chiffre d'affaires réalisé en interconnexion et en accès"</i>			
Description du processus mis en œuvre : <i>"requête informatique, lecture directe balance générale, etc "</i>			
Aspects systèmes	Rôles et responsables	Documentation	Contrôles
Bases sources : - analytique - générale Applications de requête : - Visual Basic - Propre aux systèmes Format de restitution de la requête : - Papier - Excel	Responsables : Acteurs : Informés : Contrôleur : - Process Owner - Control Owner - Control tester	Document travail : Scripts : Sources :	Sur les bases alimentant la requête : Sur le script de la requête : Sur les traitements manuels éventuellement post-requêtes : Sur la documentation et la traçabilité des versions :
Dispositif permettant de s'assurer de la non redondance de la requête avec d'autres process :			
Codes nature Codes destination Codes contrepartie			
Gestion des contraintes sur ces codes (exhaustivité des codes portés dans la requête), Recensement des codes et liens avec exclusions / inclusions prévues au guide de déclaration			
Requêtes spécifiques à la déclaration ou préexistantes :			
Interactions entre les bases sources et liens à la comptabilité générale (systèmes intégrés, fréquence de rafraîchissement, interfaces informatiques) :			

3 Attestation d'assurance modérée de la déclaration

L'attestation selon le modèle présenté en annexe 2 quater.